

La demande d'autorisation de licenciement est adressée à l'inspecteur du travail dont dépend l'établissement dans lequel est employé le salarié tel que défini à l'article [L. 2421-3](#).

En cas de faute grave, l'employeur peut prononcer la mise à pied immédiate de l'intéressé dans l'attente de la décision définitive. Dans ce cas, le conseil d'administration ou de surveillance est convoqué sans délai et donne son avis sur le projet de licenciement de l'intéressé.

Si le licenciement est refusé par l'inspecteur du travail ou l'autorité qui en tient lieu, la mise à pied est annulée et ses effets sont supprimés de plein droit.

Sous-section 4 : Représentant des salariés lors d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.

L. 2421-6

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La procédure d'autorisation de licenciement d'un salarié élu ou désigné comme représentant des salariés dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire est soumise aux *dispositions de l'article L. 662-4 du code de commerce*.

service-public.fr

> Licenciement : protection du représentant du personnel : Procédure applicable en cas de licenciement

Section 2 : Procédure applicable au salarié titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée.

L. 2421-7

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rupture du contrat de travail à durée déterminée d'un salarié mentionné à l'article [L. 2412-1](#) est soumise à la même procédure que celle prévue à la section 1, applicable en cas de licenciement.

L. 2421-8

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 22

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application de la protection prévue au dernier alinéa des articles [L. 2412-2](#), [L. 2412-3](#), [L. 2412-4](#), [L. 2412-5](#), [L. 2412-8](#), [L. 2412-9](#) et [L. 2412-13](#), l'arrivée du terme du contrat de travail à durée déterminée n'entraîne sa rupture qu'après constatation par l'inspecteur du travail, saisi en application de l'article [L. 2412-1](#), que le salarié ne fait pas l'objet d'une mesure discriminatoire.

L'employeur saisit l'inspecteur du travail avant l'arrivée du terme.

L'inspecteur du travail statue avant la date du terme du contrat.

[Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation](#)

> Soc., 5 juin 2019, n° 17-24.193 (P) | [ECLI:FR:CCASS:2019:S000916](#)

L. 2421-8-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 86 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les salariés saisonniers définis au 3° de l'article [L. 1242-2](#) pour lesquels, en application d'une convention ou d'un accord collectif étendu ou du contrat de travail, l'employeur est engagé au terme du contrat à reconduire